

**Mars 19, 2025**

**Lettre ouverte**

**À Son Excellence Fritz JEAN**

**Président du Conseil présidentiel de transition**

En tant qu'organisations engagées dans la promotion des droits humains, de la justice et de la prospérité en Haïti, nous prenons acte de votre accession à la présidence du Conseil présidentiel de transition (**CPT**) le 7 mars - un jour avant la Journée internationale de la femme et pendant le Mois de l'histoire des femmes - et nous vous écrivons pour exiger que vous preniez des mesures urgentes afin de protéger les droits des femmes et des filles haïtiennes. À ce jour, le bilan du gouvernement de transition en matière de droits des femmes est loin de respecter ses obligations légales envers les femmes et les filles haïtiennes. Cette défaillance a pour conséquence une violence sexuelle généralisée non prise en compte, l'aggravation des préjudices humanitaires, l'exacerbation des inégalités et l'affaiblissement des perspectives de consolidation effective de la paix et de retour à la démocratie.

Nous attirons votre attention sur le [Cadre politique pour une transition efficace et équitable](#) que [plus de 180](#) organisations de la société civile haïtienne et internationale ont exhorté le gouvernement de transition à adopter afin de mieux respecter ses obligations légales envers les femmes et les filles d'Haïti. Nous attirons également votre attention sur les lettres ouvertes exhortant [votre prédécesseur, le président Voltaire](#), et le [premier ministre Fils-Aimé](#) à prendre des mesures adaptées. Nous insistons pour que vous rompiez avec les échecs passés et que vous utilisiez votre présidence pour prendre des mesures correctives immédiates afin de garantir que les droits des femmes et des filles haïtiennes soient respectés et placés au centre des politiques, des nominations et du budget du gouvernement de transition.

À ce jour, le gouvernement de transition a largement laissé tomber les femmes et les filles haïtiennes, violant ses obligations légales en vertu du droit haïtien et international et faisant fi des meilleures pratiques pour une transition réussie. La violence sexuelle et d'autres formes de violence basée sur le genre (VBG) sont [très répandues](#), avec des cas signalés [se chiffrant par milliers](#). L'année dernière, les prestataires de services ont signalé des mois où les cas de [viol atteignaient en moyenne 40 par jour](#), et les Nations Unies ont enregistré une augmentation stupéfiante de [1 000 %](#) des cas de violence sexuelle contre les enfants, principalement des filles. Le gouvernement [a été en grande partie absent](#) laissant les femmes et les filles sans protection, sans services adaptés à la VBG et sans justice. Les sites de déplacement, qui sont

devenus des [points chauds](#) de VBG et même d'[exploitation et d'abus sexuels](#) par ceux chargés de distribuer les rares ressources humanitaires, illustrent de manière honteuse ce que l'incapacité du gouvernement à donner la priorité aux besoins des femmes a [infligé à leur corps et à leur vies \(vies\)](#) (vie).

L'incapacité du gouvernement à répondre de manière appropriée à la VBG généralisée illustre son [incapacité plus large](#) à remplir ses [claires obligations légales](#) de garantir les droits et les besoins des femmes et des filles d'Haïti. Les femmes et les filles continuent d'être confrontées à (**l'inégalité**) (l'inégalités) et à la discrimination dans tous les domaines de la vie publique et privée, une marginalisation qui [exacerbe leur vulnérabilité](#) à la violence, au déplacement, à la pauvreté et à l'exploitation. Le gouvernement n'a pas rempli son obligation de répondre à leurs besoins spécifiques et de démanteler les obstacles distincts - [souvent](#) des obstacles [délibérément violents](#) - auxquels elles sont confrontées. Un exemple particulièrement flagrant est la violation par le gouvernement de transition de l'[obligation constitutionnelle](#) de veiller à ce que les femmes soient nommées à au moins 30 % de tous les postes publics. Votre propre TPC [ne compte aucune femme](#) ayant le droit de vote et la représentation des femmes au niveau ministériel a [en fait diminué](#) (**en fait diminué**) (fait en diminué).

**Ces échecs de la politique et des priorités gouvernementales ne se contentent pas de violer les droits des femmes et des filles haïtiennes et de menacer leur vie ; ils exacerbent également la crise en Haïti et affaiblissent les efforts de votre propre gouvernement de transition pour rétablir la paix pour tous les Haïtiens et mettre Haïti sur la voie de la stabilité démocratique et de la prospérité.** Comme l'indique le [Cadre politique pour une transition](#) efficace et équitable, « [c]entrer le leadership des femmes et leurs besoins spécifiques est une pratique exemplaire établie pour les transitions affectées par les conflits, reflétant la reconnaissance empirique que lorsque les femmes sont incluses, les résultats sont plus efficaces et durables ». En outre, comme l'explique la lettre ouverte du 20 février, étant donné que les groupes armés utilisent la violence basée sur le genre « comme une tactique délibérée et insidieuse pour [déstabiliser systématiquement les communautés](#) et arracher le [contrôle territorial](#) à l'État haïtien », la lutte contre la violence basée sur le genre est « indispensable pour stabiliser et reconstruire Haïti et doit devenir un principe central de vos politiques de sécurité et de responsabilité ».

Il ne faut pas négliger la nécessité de mettre l'accent sur le leadership des femmes et leurs besoins spécifiques et de lutter systématiquement contre la violence basée sur le genre.

Comme [le stipule](#) le Programme des Nations Unies pour les femmes, la paix et la sécurité, ces éléments sont indispensables à une transition efficace, à une paix durable et à une démocratie et une économie stabilisées en Haïti.

Vous avez l'autorité et la possibilité d'améliorer concrètement la vie des femmes et des filles haïtiennes et d'accélérer la transition démocratique d'Haïti en garantissant la participation des femmes à la prise de décision et au leadership, en répondant de manière adéquate aux **(horribles)** (alarmants) de VBG et en remplissant les obligations de votre gouvernement en vertu du droit haïtien et international. Nous vous demandons de mettre à profit ces deux possibilités en intégrant le [Cadre politique pour une transition](#) efficace et équitable dans vos politiques et en mettant immédiatement en œuvre ses recommandations, ainsi que celles formulées dans les [lettres ouvertes](#) susmentionnées. Nous attirons également votre attention sur les [mêmes recommandations](#) formulées par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains.

Avec nos salutations respectueuses et dans l'espoir que vous **(agissiez)** (agirez) sans délai à notre mise en demeure,

1. 100% FANM - SAN POU SAN FANM (Haïti)
2. 11th Department (USA)
3. Alternative Chance / Chans Alternativ (Haïti)
4. American Jewish World Service (AJWS) (USA)
5. Anana Consultants (USA)
6. Ansara Family Fund (USA)
7. Association des Femmes de Borgne (Haïti)
8. Bureau des Avocats Internationaux (BAI) (Haïti)
9. CAISO: Sex and Gender Justice (Trinidad and Tobago)
10. CAR / Chapit Ayiti (Haïti)
11. Center for Gender & Refugee Studies (CGRS) (USA)
12. Centre de Formation et de Développement Communautaire (CEFODEC) (Haïti)
13. Clinique de Recherche, d'Analyse, et d'Assistance Légale de L'École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie (CRAALE) (Haïti)
14. Coalition des Associations des Femmes pour la Justice Sociale en Haïti (CAFJSH) (Haïti)
15. Collectif des Amis des Droits Humains (COLAH) (Haïti)
16. Collectif Haïti de France (France)
17. Community Coalition for Haiti (CCH) (USA)
18. Confédération des Travailleurs et Travailleuses des Secteurs Public et Privé CTSP-HAÏTI (Haïti)

19. Congregations of St. Joseph (USA)
20. Coordination Europe-Haïti (CoEH) (European Union)
21. Diaspora Community Services (DCS) (USA)
22. Dominican Sisters of Sparkill (USA)
23. Faith in Action International (Haiti)
24. Family Action Network Movement (FANM) (USA)
25. FAMN RIRAL POU PWOMOSYON DEVLOPMAN AGRIKILTAN AN AYITI (FARIPDA) (Haiti)
26. Fondation TOYA (Haiti)
27. Friends of Matènwa (FoM) (USA)
28. Global Centre for the Responsibility to Protect (GCR2P) (USA)
29. Gran Jipon (Haiti)
30. Groupe d'Action pour le Progrès d'Haïti (GAPH) (Haiti)
31. Groupe d'Appui au Développement et à la Démocratie (GRADE) (Haiti)
32. Haiti Adolescent Girls Network (HAGN) (Haiti)
33. Haiti School Project (USA)
34. Haitian American Foundation for Democracy (HAFFD) (USA)
35. Haitian Bridge Alliance (HBA) (USA)
36. Haitian Women's Collective (HWC) (Haiti)
37. Impact Communautaire pour le Développement d'Haïti (ICODEH HAITI) (Haiti)
38. Institute for Justice & Democracy in Haiti (IJDH) (USA)
39. International Civil Society Working Group for the Permanent Forum on People of African Descent (ICSWG PFPAD) (Global)
40. Komisyon Fanm Viktim pou Viktim (KOFIV) (Haiti)
41. La Fédération Nationale des Syndicats en Education FENASE (Haiti)
42. La Troupe Makandal, Inc. (USA)
43. Li, Li, Li! Read (Haiti)
44. MADRE (USA)
45. Manifest Haiti (USA)
46. Massachusetts Action for Justice (USA)
47. Nègès Mawon (Haiti)
48. New England Human Rights Organisation (NEHRO) (USA)
49. Nou Pap Dòmi (Haiti)
50. Òganizasyon Feminis Dantò / Dantò Òganizasyon Feminis (Haiti)
51. Organisation féministe MARIJÀN (Haiti)
52. Organisation FIEF (Haiti)
53. Partners in Health (PIH) (Haiti)
54. Passionists International (USA)
55. PROFAMIL (Haiti)
56. Quixote Center (USA)
57. Regroupement des Femmes Actives d'Haïti (RFAH) (Haiti)
58. Roots of Development (USA)
59. Saint Joseph Worker Foundation, Inc. (USA)
60. Sant La Haitian Neighborhood Center (USA)

61. Summits Education (Haiti)
62. UNESCO Inclusive Policy Lab - People of African Descent & SDGs E-Team (Global)
63. Unitarian Universalist Service Committee (UUSC) (USA)
64. WE ARE WOMEN ORG (Haiti)
65. Zantray Fanm Kreyòl (ZAFK) (Haiti)